

LES DÉPUTÉS DE LA VALLÉE DE L'OTTAWA 1792-1867

Discours du président
FRANCIS-J. AUDET

1935

Une promenade historique à travers le royaume des pins géants est aussi instructive qu'intéressante. On peut y suivre la trace des pas des découvreurs, des missionnaires, des traiteurs de fourrures, des princes de l'industrie forestière et autres personnages, dont quelques-uns sont connus sous des surnoms appropriés autant qu'élogieux, entre autres: Champlain, le Père de la Nouvelle-France; le chevalier de Troyes, Pierre Le Moyne d'Iberville, le plus illustre des Machabées canadiens; Philemon Wright, pionnier de l'Ottawa et fondateur de Hull; son petit-fils Alonzo, le Roi de la Gatineau; Ezra B. Eddy, le Roi des allumettes; et une foule d'autres industriels commerçants, cultivateurs, médecins, avocats, *etc.*

L'Ottawa, longtemps connue sous la désignation de la Grande Rivière, est l'affluent le plus considérable du Saint-Laurent. Quoiqu'un peu inférieure au Rhin en longueur, le volume d'eau qu'elle déverse dans le Saint-Laurent est à peu près trois fois plus considérable que celui qu'apporte le Rhin à la mer du Nord.

La vallée arrosée par l'Ottawa et ses tributaires est d'environ 77,000 milles en superficie, dont les deux tiers sont dans la province de Québec. Ce territoire est donc près du tiers de la France et plus de la moitié de l'Italie.

Remontons l'Ottawa ensemble et jetons en passant un rapide coup d'oeil sur ses rives.

En quittant Montréal, nous passons d'abord par Lachine dont le nom rappelle les aventures et les mésaventures du grand découvreur Cavalier de la Salle. Rendus à l'île Perrot, ainsi nommée en l'honneur du gouverneur de Montréal célèbre par ses démêlés avec Frontenac autant que par ses services militaires et son trafic illicite des fourrures nous entrons dans l'Ottawa par le détroit qui sépare cette île de celle de Montréal. Et nous voici à Sainte-Anne, sanctuaire où s'arrêtent et se prosternent les voyageurs au début de leur long voyage dans l'intérieur du continent. Nous entrons alors dans le lac des Deux-Montagnes et nous voyons à notre droite la mission indienne fondée par Saint-Sulpice, et le monastère des Pères Trappistes où l'on fait de si délicieux fromages, tout en vaquant à son salut éternel.

Un peu plus loin, nous saluons en passant le Long-Sault qu'illustra Dollard et ses braves compagnons. Nous voilà à Carillon qui rappelle le nom d'un des premiers traiteurs de fourrures dans ces parages. Un autre coup de chapeau est de rigueur en passant devant le manoir de Montebello, demeure des Papineau jouant aux grands seigneurs entre deux sessions de la législature.

Nous arrivons ensuite à la chute des Rideaux baptisée par Champlain, et à Bytown, la "florissante cité" de M. Derbshire le candidat thomsonien en 1841; ville que la *Gazette de Québec* appelait irrévérencieusement "la grande métropole des billots".

A propos d'Ottawa, M. Arthur Buies,⁽¹⁾ brillant journaliste mais piètre historien, commet une assez plaisante erreur. De fait, il en commet deux. "La capitale fédérale", dit-il, "alors [c'est-à-dire en 1864] connue sous le nom de Bytown, nom tiré de By, un commerçant de bois de l'époque. . . ." Est-il besoin de répéter que, en 1864, il y avait déjà dix ans que Bytown était devenue la ville d'Ottawa, et qu'elle était la capitale du pays depuis le 31 décembre, 1857? Et, que dites-vous, messieurs, du Colonel By *commerçant de bois*? M. Buies n'était décidément pas à la page, comme on dit aujourd'hui.

Mais, non satisfait de ces prouesses, notre historien improvisé revient à la charge un peu plus loin.

Qui eut pu songer, il y a un quart de siècle, alors que l'idée seule de faire de Bytown la capitale d'une vaste confédération faisait sourire jusqu'aux plus téméraires, que cet entrepôt sauvage, à peine connu, serait aujourd'hui [il écrit en 1889] traversé par six voies ferrées dont l'une à un parcours de plus de quatre mille milles! A partir de Bytown, autour de Bytown même, l'immense, la profonde et mystérieuse forêt commençait, pour ne plus s'interrompre qu'à la lointaine et fabuleuse région des prairies. . . .

Et voilà comment on écrit l'histoire quand on n'est pas du métier.

Vingt ans avant la date dont parle M. Buies, les comtés de Carleton, Lanark, et Renfrew, c'est-à-dire le territoire qui s'étend d'Ottawa à Pembroke, contenaient déjà une population d'environ 80,000 âmes.⁽²⁾

"L'immense, la profonde et mystérieuse forêt" n'existait donc que dans l'imagination délirante de M. Buies.

Mais, passons. Reprenons le cours de notre voyage un moment interrompu.

Avant de franchir la chute de la Chaudière, traversons à Hull où M. Philemon Wright nous saluera "par la bouche de ses canons"; deux jolies petites pièces en bronze, dont lui fit cadeau, en 1826, le véritable fondateur d'Ottawa, le noble lord Dalhousie.

En quittant le grandpère du "Roi de la Gatineau", il faut faire portage pour éviter la chute que Champlain dit être appelée Asticou par les Sauvages. Poursuivant notre voyage, nous passons par Aylmer et nous nous rendons ensuite au fort Coulonge et à l'île du Calumet où dort Cadieu, le héros de la légende, puis vis-à-vis Renfrew, sur la Bonne-Chère, village fondé par un Canadien nommé Plante; de là à Pembroke, à l'île des Allumettes et jusqu'au pied du lac Témiscamingue, faisant ainsi connaissance avec la route suivie par le chevalier de Troyes et Le Moyne d'Iberville lorsqu'ils se rendaient à la Baie d'Hudson, en 1686; route aussi des missionnaires et des trafiquants de fourrures.

Avant que de parler des députés de la région, il convient de faire un court historique des divisions électorales qu'ils représentèrent de 1792 à 1867.

La province de Québec fut divisée, en vertu de la loi impériale de 1791, en deux nouvelles provinces nommées le Haut et le Bas-Canada. Nous commencerons par parler de cette dernière, comme étant l'aînée et aussi la plus intéressante pour ceux qui sont de descendance et de langue françaises.

Remarquons en passant que, en bon fils d'Albion, sir Alured Clarke, administrateur de la province en l'absence de lord Dorchester, gouverneur général, avait gratifié presque tous les comtés du Bas-Canada de noms britanniques. S'il était impossible d'angliciser les Canadiens, pensait-il, on pouvait au moins anglifier la carte de la province. C'était toujours autant de gagné!

En 1792, fut créé le comté d'York qui devait, comme la plupart des autres divisions électorales, envoyer deux représentants à la nouvelle Assemblée législative. Cet immense comté fut subdivisé par l'Acte de 1829 et donna naissance à ceux des Deux-Montagnes, de Vaudreuil et d'Ottawa. Par ce statut de 1829, le français - j'allais dire le bon sens - reprit ses droits dans la désignation des divisions électorales de la province.

Sous l'Union de 1841, ces trois comtés demeurèrent les mêmes qu'auparavant jusqu'en 1853, quand Argenteuil fut détaché des Deux-Montagnes; Pontiac, formé de la partie occidentale d'Ottawa, et Soulanges, séparé de Vaudreuil. L'ancien comté d'York formait donc, lors de la confédération, six divisions électorales, dont cinq se trouvaient dans la vallée de l'Ottawa.

Quant à la partie de la vallée qui se trouve dans l'Ontario, une proclamation du lieutenant-gouverneur Simcoe, en date du 16 juillet 1792, divisait le Haut-Canada en comtés pour fins de représentation à l'Assemblée législative de la nouvelle province, mais, comme la rive droite de l'Ottawa était encore inhabitée, cette région ne figure pas dans cette création de divisions électorales; elle se trouve comprise dans les comtés faisant face au Saint-Laurent.

Les premiers comtés créés sur l'Ottawa furent ceux de Prescott, de Russell, et de Carleton. Ils durent leur existence au statut provincial de 1798, sanctionné par le Roi le premier janvier 1800.

Prescott fut nommé en l'honneur du général Robert Prescott, gouverneur général du Canada de 1796 à 1807. On baptisa le comté suivant Russell, en mémoire du lieutenant-général Peter Russell, administrateur du gouvernement du Haut-Canada en l'absence de Simcoe. Quant au troisième, il reçut le nom de l'ancien gouverneur général sir Guy Carleton. Le comté de Renfrew ne fut créé que beaucoup plus tard, c'est-à-dire en 1853. Cependant la ville de Bytown, déléguait un représentant à l'Assemblée dès le premier parlement de l'Union, en 1841.

Un nouvel acte de la législature, sanctionné le 16 mars 1808, créait des nouveaux comtés et, en 1820, il y eut une nouvelle redistribution des sièges à l'Assemblée, mais ces deux statuts n' affectaient pas la vallée de l'Ottawa.

DÉPUTÉS DE LA VALLÉE DE L'OTTAWA

BAS -CANADA
1799-1838

Liste des comtés du Bas-Canada qui bordaient l'Ottawa⁽³⁾

York, créé en 1792, disparaît en 1829. Deux-Montagnes, Vaudreuil, et Ottawa sont créés cette même année, Argenteuil et Pontiac, en 1853.

Comté d'York

Le comté d'York, grand comme un royaume, couvrant une superficie égale au cinquième de la France, débuta brillamment. Il eut pour premiers représentants Michel-Eustache Gaspard-Alain Chartier, dernier marquis de Lotbinière et Pierre-Amable De Bonne, juge de la cour du Banc du Roi. Le premier, ardent défenseur de la langue française à l'Assemblée législative, et le second, chef des *Chouayens*, c'est-à-dire dévoué corps et âme à l'administration. C'était là un contraste frappant. Ils firent ensemble le premier parlement (1792-6).

Ils eurent pour successeurs des célébrités locales. Hubert-Joseph de Lacroix, fils d'un noble allemand, marchand, puis seigneur de Blainville, et Joseph Ethier, fils d'un chirurgien, de Saint-Eustache.

Leurs remplaçants, en 1800, furent Joseph Bédard, avocat, frère du juge Pierre Bédard, autre champion des Canadiens, et Louis-Charles Foucher, juge de la cour du Banc du Roi à Montréal et émule du juge De Bonne.

Vinrent ensuite, en 1804, John Mure, marchand de Québec, qui représenta le comté à l'Assemblée jusqu'en 1810, et Eustache-Nicolas Lambert Dumont, seigneur des Mille-Iles, qui ne fit qu'un parlement.

Quelques mots sur M. Mure ne seront pas déplacés ici. C'est un homme qu'il est bon de connaître; il fut un ami sincère des Canadiens dans un temps où ceux-ci n'en avaient pas à revendre.

L'honorable John Mure (17. .-1823)

Né en Écosse, l'honorable John Mure vint au Canada avant 1790 et s'établit marchand à Québec.

Un John Mure, commandant du brigantin *Mary Suzannah*, était venu à Québec en 1768, mais nous ne croyons pas que ce personnage soit notre député. Son vaisseau ayant fait naufrage sur l'île Rouge, la cargaison avait été pillée. Une proclamation du lieutenant-gouverneur Carleton ordonnait à ceux qui s'étaient emparé de marchandises appartenant à ce vaisseau de les rendre à M. Mure.⁽⁴⁾

Possédant bien la langue française, notre marchand fit vite la connaissance des Canadiens, les estima et devint leur ami. Grâce à ses qualités, à sa probité, à son travail persévérant et à son flair pour les affaires, il fut bientôt l'un des négociants en vue de Québec.

Le 19 août 1791, M. Mure était l'un des signataires de l'adresse présentée au prince Edouard, duc de Kent, lors de son arrivée à Québec.

Membre de la Société du Feu de Québec depuis sa fondation, il en fut élu le secrétaire le 28 mars 1793.

Le 28 novembre suivant, M. Mure souscrivait au fonds de secours levé pour venir en aide aux incendiés de la rue du Sault-au-Matelot. En février 1794, il apposait sa signature à une adresse présentée au prince Edouard lors de son départ de Québec. Le 3 avril de cette même année, il était nommé curateur de la succession de feu Jean Renaud, grand voyer de la province. En juillet suivant, il signait la déclaration de loyauté à la constitution et au gouvernement. Et, en mars 1797, il adressait à l'Assemblée législative un protêt contre un projet de loi ayant pour but d'interdire l'exportation de farines de qualité inférieure.

M. Mure fut l'un des jurés qui, en 1797, condamnèrent David McLane accusé de haute trahison.

Il devint président de la Société du Feu, le 28 mars 1799. En juillet suivant, il signait l'adresse des citoyens de Québec au général Prescott qui s'en retournait en Angleterre. En décembre de la même année, M. Mure prenait part, en sa qualité de juge de paix, à une session spéciale de la paix convoquée dans le but de prendre des mesures pour combattre une fièvre maligne qui régnait à Québec.

Le 17 avril 1802, notre futur député transmettait au secrétaire du gouverneur une requête de la nouvelle Compagnie du Nord-Ouest demandant que l'on arpentât le terrain au Sault-Sainte-Marie, près de la Pointe-aux-Pins, et à Kaministiquia, et que ce terrain fut partagé entre les deux compagnies rivales. On demandait aussi le libre passage du canal.

Le 6 juillet 1812, l'honorable John Mure présentait au gouverneur le rapport d'un comité du Conseil exécutif sur les meilleurs moyens à prendre pour fournir un médium d'échange dans la province, vu la rareté de la monnaie. C'est à la suite de ce rapport que le gouverneur décida d'émettre des billets dits *Army Bills*.

En société avec MM. James Tod, Jacob Danford, et Thomas Wilson, John Mure acheta la Grosse-Ile, le 18 mars 1796, de John Jones, curateur à la succession vacante de feu l'honorable Edward Harrison, ancien marchand et membre des Conseils exécutif et législatif. Le 24 novembre suivant, ces mêmes associés acquièrent d'Alexander Wilson les îles au Canot et Patience situées près de la Grosse-Ile, et ils revendirent ces trois îles, en 1802, à M. Daniel Macpherson. M. Mure rendit, le 31 juillet 1805, la foi et hommage au nom de M. Macpherson pour la Grosse-Ile.

M. Mure fut nommé, en différents temps, à des postes de confiance: Juge de paix pour le district de Québec le 12 juin 1799; commissaire pour faire des règlements pour la navigation sur le fleuve Saint-Laurent, le 16 mai 1803; commissaire pour administrer le serment aux officiers à demi-solde, le 19 juin 1807; commissaire pour la construction d'une nouvelle prison à Québec, le 11 mai 1811; pour la construction du palais du Parlement, le 17 mai 1811; pour administrer le serment d'allégeance, le 30 juin 1812; juge de paix pour les districts de Montréal et des Trois-Rivières, le 24 mars 1813; commissaire pour l'administration des biens des Jésuites, le 26 juin 1815; enfin, commissaire pour la construction et la réparation d'églises, le 16 décembre 1816.

Aux élections de 1800, M. Mure se présenta comme candidat dans le comté de Gaspé mais il fut défait par M. William Vondenvelden.

M. Mure fut le curateur de la succession de feu l'honorable Hugh Finlay, en février 1802.

Le 10 mai 1804, la *Gazette de Québec* annonçait sa candidature dans la basse-ville de Québec, mais il fut de nouveau défait. Il prit sa revanche le 6 août suivant quand il fut élu avec M. Eustache-Nicolas Lambert Dumont, député du comté d'York. Ils remplaçaient le juge Foucher et M. Joseph Bédard, avocat. M. Mure conserva ce mandat jusqu'au 1^{er} mars 1810. Aux élections suivantes, il se présenta dans la basse-ville de Québec, y fut élu le 21 avril de cette année et siégea à l'Assemblée jusqu'au 22 mars 1814.

Le 29 juillet 1805, John Mure avait été nommé coroner *pro tem* en l'absence du pays, du titulaire, M. John Woolsey. Il le fut de nouveau le 4 septembre 1807.

Le *Gazette de Québec* du 8 décembre 1808 contenait une requête signée par plusieurs citoyens de Québec, dont M. Mure, appelant une réunion publique afin d'aviser à l'établissement d'une assurance contre le feu.

M. Mure fit aussi partie en 1809, d'un comité nommé pour la construction d'une église à l'usage des presbytériens de Québec.

Il fut aussi au nombre des marchands de la capitale qui se réunirent, le 21 février 1809, à l'hôtel Union, pour fonder en cette ville un *Committee of Trade* modelé sur celui d'Halifax. Ce *Committee of Trade* devint plus tard (1841) le *Board of Trade de Québec*.

Le 1^{er} juin 1809, M. Mure louait le quai du Roi. Cette location fut renouvelée en 1812. Il possédait aussi des lots de grève à Sillery.

Le 11 janvier 1812, M. Mure fut appelé à faire partie du Conseil exécutif et il en resta membre jusqu'à sa mort survenue à Glasgow, Ecosse, le 17 janvier 1823.

L'honorable John Mure était entré dans la milice le 5 mai 1800 en qualité d'enseigne au bataillon de Québec. Promu lieutenant le 1^{er} avril 1803, il devenait capitaine de la compagnie de grenadiers du troisième bataillon de la ville de Québec, appelé "British Militia", le 18 mars 1812. Le 26 janvier 1813, M. Mure était promu major dans la division de l'Ile d'Orléans d'où il passa, le 20 mars suivant, au sixième bataillon de la milice incorporée de Québec. Ce corps fit de la garnison à Québec jusqu'au 4 septembre 1814 lorsqu'il fut démobilisé. Les représentants de M. Mure reçurent, en 1839, mille acres de terre pour ses services durant la guerre.

M. Mure, presbytérien, avait épousé une catholique, Margaret Porteous, le 11 janvier 1798, et il en eut un fils, William McGill Mure, décédé le 5 mai 1800, et une fille, Charlotte, qui épousa, le 5 novembre 1816, François-Xavier Pinguet, marchand de Québec.

Madame Mure décéda à Québec le 8 juillet 1799. Elle fut inhumée dans la cathédrale de Québec.

M. Mure était un ami personnel de Mgr Plessis qu'il voyait souvent et avec lequel il fut en correspondance toute sa vie.

Prévoyant le bel avenir réservé au faubourg Saint-Roch, il y avait acquis une grande étendue de terrain. Quand l'évêque de Québec décida, en 1811, de construire une église à Saint-Roch, M. Mure lui fit cadeau, pour la nouvelle paroisse, d'un emplacement de 252 pieds de front, sur la rue Saint-Joseph, sur 118 de profondeur, rue Saint-François. La chose fut annoncée lors d'une grande assemblée des habitants du faubourg, le 25 avril 1811.

Ce don d'un terrain à l'évêque catholique avait attiré l'attention du gouverneur Craig qui demanda au procureur général, M. Bowen, de lui dire ce qu'il en pensait. Dans l'acte de donation passé devant le notaire Bélanger, il était dit que le terrain était donné au "très illustre et révérend Joseph-Octave Plessis, évêque de l'Eglise catholique, apostolique et romaine" et à André Doucet, prêtre, curé de la paroisse de Québec, leurs ayant cause, *etc.*, dans le seul but d'y construire une église ou chapelle, mais pas de cimetière. À cause du titre donné à Mgr Plessis, le procureur général fit rapport que l'acte de donation était nul. Le seul moyen d'y remédier, ajoutait-il, serait d'accorder à M. Doucet, curé, et à ses successeurs - non à l'évêque - des lettres d'amortissement. Ce rapport porte la date du 1^{er} mai 1811.

On sait que M. Bowen était le petit-neveu de madame Henry Caldwell, femme de l'ancien receveur général de la province, et le protégé du juge en chef Jonathan Sewell, ce qui explique bien des choses.

En avril 1813, M. Mure souscrivait au fonds de la *Loyal and Patriotic Society* de Québec, créée pour venir en aide aux victimes de la guerre.

On croit que ce fut à l'instigation de l'honorable M. Mure que le gouverneur sir John Coape Sherbrooke recommanda Mgr Plessis et obtint pour lui un siège au Conseil législatif, en 1817. Si M. Mure a réellement rendu ce service à l'évêque de Québec - et il ne semble pas qu'il y ait lieu d'en douter⁽⁵⁾ - il a droit à la reconnaissance des Canadiens; il est digne d'être placé dans leur estime auprès de son illustre compatriote John Neilson, et au même rang que lui; car ce fait, simple en lui-même, fut immense

dans sa portée. Cette nomination fut une reconnaissance officielle de l'évêque catholique de Québec par le bureau colonial et par le Prince Régent au nom du Roi.

M. Mure ne devait pas être en odeur de sainteté auprès de MM. Sewell et Ryland qui avaient constamment travaillé durant un quart de siècle, à empêcher cette reconnaissance officielle par le gouvernement impérial. Mais on était déjà loin du temps où l'ombrageux Craig faisait la pluie et le beau temps à Québec. La guerre de 1812-5 avait révélé à l'Angleterre ce que valaient les Canadiens et l'on nous regardait maintenant à Downing Street d'un meilleur œil.

L'honorable M. Mure s'occupa aussi de promouvoir l'instruction chez les pauvres. En 1815, une société nommée *Committee for Promoting the Education of the Poor* fut organisée à Québec par MM. John Mure, John Neilson, et autres. Elle ne put toutefois obtenir l'adhésion du gouverneur non plus que celles des évêques catholique et anglican, parce que l'on voulait établir des écoles non-confessionnelles, c'est-à-dire qu'on n'y enseignerait pas de religion particulière. John Mure en était le président, et John Neilson, le secrétaire, et la société avait retenu les services du révérend Thaddeus Osgood qui travailla ardemment au succès de ces écoles, mais sans réussir.

Le 13 mars 1817, M. Mure était l'un des souscripteurs à un fonds levé pour l'ouverture d'un chemin entre les Plaines d' Abraham et le Cap Rouge. Le 17 mai suivant, il était vice-président d'un dîner donné à l'*Exchange Coffee House* à l'occasion de l'ouverture de la Bourse de Québec.

Après une vie des plus active au cours de laquelle il avait acquis honnêtement une belle aisance, M. Mure voulut revoir son pays natal, s'y reposer et y finir ses jours. Ayant obtenu un congé d'absence en juillet 1817, il s'embarqua le mois suivant pour Londres d'où il passa à Glasgow.

Le 9 août 1819, étant à Glasgow, MM. Mure et J. Greenshields écrivaient à MM. D. Munro et John Neilson au sujet du choix d'un successeur au révérend M. Spark, pasteur de l'église St. Andrews, de Québec, décédé.

Comme plusieurs de ses compatriotes arrivés à la fortune après un travail opiniâtre de toute une vie, M. Mure fut un grand philanthrope, comme on a pu le voir au cours de ce récit, et on peut dire qu'il a passé en faisant le bien.

* * * * *

Jean-Joseph Trestler

Jean-Joseph Trestler, marchand de Vaudreuil, naquit à Mannheim, dans le grand duché de Bade, en 1757. Il devint bientôt un des hommes en vue de Vaudreuil où il faisait de bonnes affaires. Il fut élu le 18 juin 1808, mais il se retira après une session.

Pierre Saint-Julien

M. Trestler fut remplacé par Pierre Saint-Julien le 23 novembre 1809 et celui-ci siégea jusqu'au 22 mars 1814. Nous n'avons pas de renseignements précis sur son compte. Saint-Julien est le surnom des Hautbois, dont le premier établi en Acadie, avait pour prénom Julien. Ce devait être un brave homme car ses amis le mirent, sans plus de façon au calendrier en l'appelant Saint-Julien. Deux de ses petits-fils, Michel et Charles, vinrent demeurer dans le Bas-Canada. Nous ne savons duquel de ces deux frères descendait notre député. M. Saint-Julien eut pour successeur, en 1814, M. Dumont, dont nous avons parlé plus haut. Il siégea jusqu'en 1827.

François Bellet

M. François Bellet, marchand de Québec, fut député de 1810 à 1814.

William Forbes (1787-1814)

En mai 1814, William Forbes, marchand et industriel, grand oncle de Mgr l'archevêque d'Ottawa, fut élu député d'York, mais il ne jouit pas longtemps de cet honneur, mourant en novembre suivant.

La biographie de ce M. Forbes est l'une des plus intéressantes de notre série c'est pourquoi, je demanderai la permission de la lire en entier. Elle n'est pas très longue quoique assez complète. La voici.

La famille Forbes est originaire d'Inverness, Écosse. C'est une vieille famille catholique et jacobite, parlant le français aussi bien que l'anglais et le gaélique, comme, d'ailleurs, toutes les bonnes familles des Highlands. On sait que les relations entre la France et l'Écosse furent fort étroites pendant des siècles; le premier de ces pays ayant fréquemment aidé à l'autre dans ses luttes contre l'Angleterre. De plus, le clergé catholique écossais était obligé d'aller étudier en France, vu qu'il n'y avait pas de séminaires chez lui. Ces deux causes eurent leur effet dans le peuple et l'usage du français se répandit parmi la population catholique écossaise

Après la bataille de Culloden, en avril 1746, où le duc de Cumberland, surnommé *le boucher*, à cause de sa férocité, avait infligé aux Montagnards écossais une sanglante défaite qui avait mis à néant les prétentions de Charles-Edouard au trône d'Écosse et définitivement rattaché le pays à l'Angleterre, les Écossais durent se soumettre.

Quelques années plus tard, William Pitt, le grand homme d'État anglais, s'était concilié les Highlanders et s'en était fait des auxiliaires précieux. Simon Fraser, fils du lord Lovat qui avait été décapité comme l'un des chefs de la rébellion, et qui avait lui-même combattu à Culloden, leva un corps de Montagnards pour le service à l'étranger. Ce corps, d'abord connu sous le nom de Fraser's Highlanders, devint le 63^e régiment d'infanterie de l'armée britannique et, en 1760, le 78^e.

Trois fils de Daniel et de Mary Forbes, d'Inverness, vinrent au Canada comme soldats dans les Fraser's Highlanders et ils prirent part aux sièges de Louisbourg, en 1758, et de Québec, l'année suivante.

Daniel et Mary Forbes étaient décédés avant 1772 et, vraisemblablement, avant le départ de leurs enfants. Une soeur de ceux-ci, Isabelle, les avait accompagnés ou vint les rejoindre un peu plus tard.

D'après la Soeur Forbes (Soeur Grise) les immigrants se nommaient:

1° - William, décédé au Canada.

2° - Daniel.⁽⁶⁾ Baptisé à Inverness en 1737, il s'établit après la cession du Canada, à Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup en haut. Il épousa en premières noces le 10 février 1772, Marie-Louise, née en 1756, fille de feu Jean Pichet et de Marie-Magdelaine Pailliez, aussi habitants de la Rivière-du-Loup. Ils furent mariés à Québec par le curé, Messire Bernard-Sylvestre Dosque, après avoir obtenu de l'évêque une permission spéciale. Devenu veuf, Daniel se remaria à la Rivière-du-Loup, le 26 mai 1789, avec Marguerite, fille de Guillaume MacGillis et d'Isabelle MacAlix.

3° - Isabella (Belle) décédée au Canada.

4° - John, aïeul de Son Excellence Mgr Guillaume Forbes, archevêque d'Ottawa, et père de notre député. Baptisé à Inverness en 1738, il épousa à Sorel, le 1^{er} mai 1781 Mary-Ann, fille d'Alexander McDonell et de Mary MacMullen. Ils eurent treize enfants. John décéda à Vaudreuil le 4 novembre 1839 et y fut inhumé le 11 de ce mois. Il était âgé de 101 ans et quelques mois.

Après la prise de Québec, John Forbes alla s'établir à la Rivière-du-Loup en haut. Après son mariage, il s'en retourna à la Rivière-du-Loup, où il était cultivateur. Il alla plus tard s'établir à St. Andrews West, comté de Glengarry, dans le Haut-Canada, où se trouvaient déjà plusieurs de ses compatriotes.

Le 11 mars 1812, John Forbes et sa famille transportèrent leurs pénates à Vaudreuil où quelques-uns de ses fils étaient déjà fixés. Daniel, l'aîné des garçons, fut parrain d'un enfant baptisé à Vaudreuil en 1805. William y était marchand, Alexander, d'abord commis aux Cèdres, ouvrit un magasin général à Quinchien, aujourd'hui Dorion. Sa maison et la terre sur laquelle elle était bâtie fut acquise, le 18 mai 1812, de Pierre-Antoine Gauthier, époux de Marie-Josephte Lalonde. Cette maison est aujourd'hui la propriété de M. Auguste Harwood, avocat.

John Forbes eut treize enfants, dont William, baptisé le 21 juillet 1787, à Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup.

On disait (c'est Mme Mure⁽⁷⁾ qui l'affirme) "qu'aucun fils d'Écossais ne pouvait porter sa chaussure aussi bien que William Forbes".⁽⁸⁾

À la fin de 1813, deuxième année de la guerre, les parties belligérentes ne semblaient pas plus avancées qu'au début sur le lac Ontario. Leurs forces étaient à peu près égales. L'Angleterre résolut, le printemps suivant, d'augmenter le nombre de ses vaisseaux sur ce lac, et il fut convenu que l'on essaierait d'y faire monter quelques navires afin d'y obtenir la supériorité du nombre. Comme on n'avait pas le temps de construire, on dépêcha deux frégates et deux bricks à Montréal afin de les faire monter au lac Ontario si possible. Entreprise difficile, car il n'y avait pas encore de canaux pour relier Montréal à Kingston. Sir George Prevost et le commodore sir James Yeo discutèrent le problème. Enfin, on résolut de tenter l'essai et on demanda des soumissions.

William Forbes n'était pas le premier venu. Il avait des idées et des moyens d'exécution qu'auraient pu lui envier bien des hommes d'âge mûr. A peine âgé de vingt-cinq ans, il signait, le 20 juin 1814, une soumission pour le transport, de Montréal à Kingston, des deux frégates et des deux bricks. Il demandait pour cette entreprise la somme de £32,000. Mais, si le gouvernement trouvait la dépense trop forte, disait-il, il était prêt à transporter une seule frégate pour la somme de £12,500. Ou bien, il entreprendrait la besogne au prix de revient et laisserait au gouverneur la faculté de fixer sa rémunération. Ce dernier plan fut accepté d'emblée.

En soumettant cette offre, M. Forbes faisait remarquer qu'il n'y avait pas de temps à perdre si on voulait réussir car l'eau du fleuve commençait déjà à baisser. Deux jours plus tard, il obtenait le contrat et se mettait immédiatement à l'oeuvre. Le 17 août, la frégate, avec ses gréments et ses provisions de toutes sortes, était rendue à destination et, le 26 septembre, elle était prête à naviguer. Sur la recommandation du quartier-maître-général et de trois autres officiers auxquels le coût de l'entreprise fut soumis pour vérification, le gouverneur général, sir George Prevost, en approuva le paiement, et accorda la somme de £1,000 à M. Forbes pour cet important service. Cela n'était pas trop payé. Il fallait, en effet, pour entreprendre pareille besogne et la mener à bonne fin, un homme hardi, courageux, et plein de ressources. Peu d'hommes, croyons-nous, auraient pu en faire autant. La frégate ainsi transportée à travers mille difficultés, au moyen de barges, de bateaux plats et de voitures dans les portages, se nommait la Psyché.

William était si riche - toujours d'après madame Mure - qu'il fallait deux hommes pour porter son coffre plein d'argent. Il devait payer ses hommes en espèces

sonnantes, vu qu'il n'y avait pas encore de banques au pays. C'est probablement ce qui a donné lieu à la légende du coffre.

William Forbes était, avons-nous dit, marchand à Vaudreuil.

Le 4 décembre 1812, il y faisait affaires en société avec son frère Daniel.

Depuis des années déjà, il se faisait un gros commerce de bois sur l'Ottawa et ses tributaires. La fermeture de la Baltique au commerce anglais en 1806, par Napoléon, avait donné une impulsion nouvelle à cette industrie qui était fort payante; la Grande-Bretagne était obligée de s'approvisionner au Canada. Les MM. Forbes décidèrent d'exploiter cette mine d'or.

Ayant signé, au début de la guerre de 1812,⁽⁹⁾ un contrat pour fournir des bois de chêne et autres à William H. Robinson, commissaire-général de l'armée anglaise au Canada, MM. Forbes sollicitèrent du gouverneur, sir George Prevost, la permission de couper du bois de chêne dans le Bas-Canada .

William Forbes fut élu député du comté d'York à l'Assemblée législative du Bas-Canada le 13 mai 1814, mais il n'occupa ce poste que quelques mois, mourant à Montréal, le 22 novembre de cette année, d'une fièvre cérébrale contractée à la suite des fatigues endurées dans l'entreprise de la frégate, et il fut inhumé à Montréal, le 25. Il n'avait que vingt-six ans et il était célibataire.

William Forbes n'avait pas eu l'occasion de se signaler en Chambre; il n'y eut pas de session de la législature pendant l'été de 1814.

William laissait son père et plusieurs frères: Daniel, Alexander, Christopher, et John-Lewis, ainsi que sept soeurs. Le père était cultivateur dans la paroisse de Vaudreuil. Les fils, Daniel et Alexander, étaient marchands dans le village du même nom, et propriétaires conjoints d'un emplacement dans le village des Cèdres, qu'ils avaient hérité de William. Christopher Forbes possédait la terre voisine de celle de son père ⁽¹⁰⁾

Le shérif Frederick W. Ermatinger, de Montréal, annonçait dans la *Gazette de Québec* du 9 janvier 1817, la vente par autorité de justice, pour satisfaire à un jugement de la cour du Banc du Roi émané en faveur de John Chesser, marchand, de la paroisse de Vaudreuil, d'une propriété appartenant à John Forbes dit Jean Forbes, bourgeois, de la paroisse de Vaudreuil, la dite propriété consistant en une terre située dans la paroisse de Vaudreuil, à l'endroit appelé les Chenaux; contenant environ trois arpents de front sur environ trente arpents en profondeur et bornée en front par la

rivière Ottawa; par derrière, par Christopher Forbes; d'un côté, par Antoine Brunet et de l'autre, par Joseph-François Campeau.

La *Gazette de Québec* du 23 janvier 1817 annonçait qu'en vertu d'un ordre d'exécution émané de la cour du Banc du Roi à la poursuite de Peter Merckell, maître pelletier, de Montréal, le shérif Ermatinger vendrait aux enchères, à la porte de l'église de Saint-Joseph de Soulanges, lundi le 26^e jour de mai, à dix heures du matin, un lot de terre ou emplacement sis dans le village de Soulanges (les Cèdres), contenant environ quatre-vingt-seize pieds de front, sur la profondeur qui se trouvera depuis la rue Saint-Joseph jusqu'à la rivière Cataracoui, borné d'un côté par la propriété d'Alexandre Chisholm et, de l'autre côté, par la rue Saint-Paul, qui sépare le dit emplacement du terrain de la fabrique; avec une maison de pierre dessus construite.

Alexander Forbes, frère de William, fut sergent-quartier-maître dans la milice du Bas-Canada durant la guerre de 1812-5. Il épousa à Vaudreuil, le 10 février 1835, Anastasie, fille de Charles Léger dit Parisien. De ce mariage naquit, entr'autres enfants, Jean-Paul (John), qui épousa Octavie, fille d'Antoine Léger. Ils furent les parents de Son Excellence Mgr Joseph-Guillaume-Laurent Forbes, archevêque d'Ottawa. Un frère de ce dernier, John (1864-1926), évêque titulaire de Vaga et coadjuteur du vicaire apostolique de l'Ouganda, Afrique centrale, fut le premier Canadien admis (1886) dans la Société des Missionnaires d'Afrique, connus sous le nom de Pères Blancs.

* * * * *

Contentons-nous de donner la liste des autres députés d'York.

Féré, Jean-Baptiste, meunier et inventeur.	1815-20
Perrault, Augustin, marchand et encanteur de Montréal.	36277
Simpson, John, employé civil et député parfois incivil. Sa biographie est intéressante.	1824-7
Lefebvre, Jean-Baptiste, marchand de Vaudreuil. Il se noya accidentellement en descendant les rapides de Lachine.	1827-9
Labrie, le docteur Jacques.	1827-30
Scott, William-Henry, marchand de Saint-Eustache et grand ami des Canadiens.	1829-30

Comté des Deux-Montagnes

Labrie, Dr Jacques, l'historien.	1830-1
Scott, William-Henry, marchand.	1830-8
Girouard, Jean-Joseph, notaire.	1831-8
Robertson, Colin, ancien employé de la Cie de la Baie d'Hudson et gouverneur intérimaire de l'Assiniboia.	1841-2
Forbes, C. John (officier retraité de l'armée anglaise).	1842-4
Scott, William-Henry, le même que ci-devant.	1844- 51
Papineau, l'honorable Louis-Joseph.	1852-4
D'Aoust, Jean-Baptiste, cultivateur, lieut.-col. de milice.	1854- 66

Comté de Vaudreuil

Beudet, Godefroy, marchand.	1830-1
Demers, Alexis, médecin.	1830-3
Masson, Paul-Timothée, marchand, <i>etc.</i>	1831-4
Larocque dit Rocbrune, Charles.	1833-8
Perrault, Charles-Ovide, avocat, tué à la bataille de St-Denis.	1834-23, nov. 1837
Simpson, John .	1841-4
Lantier, Jacques-Philippe, marchand à St-Polycarpe.	1844-7
Mongenais, Jean-Baptiste, marchand de Rigaud.	1848-57
Harwood, l'honorable Robert-Unwin, seigneur de Vaudreuil.	1858-60
Mongenais, Jean-Baptiste.	1860-3
Harwood, Antoine Chartier de Lotbinière, avocat, lieut.-col. dans la milice, commandant des 5 ^e et 6 ^e districts militaires.	1863-7

Comté d'Ottawa

Wright, Philemon, fondateur de Hull.	1830-4
Davis, Theodore, arpenteur.	1832-4
Bowman, Baxter, marchand de Buckingham.	1834-8
Blackburn, James, capitaine de bateau, marchand, <i>etc.</i> , d'Aylmer.	1834-8

Day, Charles-Dewey, juge.	1841-2
Papineau, Denis-Benjamin.	1842-7
Egan, John, marchand de bois d'Aylmer.	1848- 54
Cooke, Alanson, marchand de bois, <i>etc.</i>	1854-7
Papineau, Denis-Eméry.	1858- 61
Dawson, William McDonell, fonctionnaire, ancien député de la ville des Trois-Rivières.	1861-3
Wright, Alorzo, le Roi de la Gatineau.	1863-7

Comté d'Argenteuil

Bellingham, Sydney, avocat, lieut.-col. de milice, <i>etc.</i>	1854- 60
Abbott, John-Joseph-Caldwell, avocat et futur premier ministre du Canada.	1860-7

Comté de Pontiac

Egan, John, marchand de bois.	1854-7
Bryson, George, commerçant de bois.	1857
Heath, Edmund, agent des terres de la couronne, major de milice, <i>etc.</i>	1858- 61
Poupore, John, cultivateur, marchand de bois, propriétaire de moulins, <i>etc.</i>	1861-7

HAUT-CANADA

Liste des Comtés ayant front sur l'Ottawa du côté ontarien

Prescott, Russell, et Carleton, créés en 1798.
 Bytown - Ottawa, 1841.
 Renfrew, 1853.

Délimitation de ces Comtés

An act for the division of Upper Canada in Counties, 1798.

Co. of Prescott: - And be it further enacted by the authority aforesaid, that the townships of Hawkesbury, Longueuil, with the tract of land in the rear, Alfred and Plantagenet, with such of the islands in the Ottawa river as are wholly, or in greater part opposite thereto, shall constitute and form the county of Prescott.

Co. of Russell: That the township of Clarence, Cumberland, Gloucester, Osgoode, Russell and Cambridge, with such of the islands in the river Ottawa as are wholly, or in greater part opposite thereto, shall constitute and form the county of Russell.

Co. of Carleton: - That the township of Nepean, with the tract of land to be hereafter laid out into townships, between Nepean and a line drawn north sixteen degrees west from the NW angle of the township of Crosby, until it intersects the Ottawa River with such of the islands on the said river as are wholly or in greater part opposite thereto shall constitute Carleton county.

Députés de Prescott

Ce comté fit partie de Glengarry de 1792 à 1800 pour la représentation à l'Assemblée législative.

Macdonell, John.	1792-1800
Macdonell, Hugh.	1792-6
Wilkinson, Richard.	1797-1800
Macdonell, l'honorable Alexander.	1800-8
Macdonell, Angus.	1800-4
Wilkinson, W. B.	1804-8 (décédé)

Prescott (seul)

Mears, Thomas, marchand.	1808-16
Macdonell, John.	1816-20

Prescott et Russell

Hamilton, William, industriel.	1820-1 (élection annulée)
Pattie, David, marchand.	1821-4
Macdonell, Donald.	1824-34

Prescott (de nouveau seul)

Macdonell, Alexander.	1834-5 (mort)
Chesser, John, marchand.	1835-6
Waters, Charles, marchand, commissaire des douanes.	1834-6
Kearns, John, ancien officier de l'armée anglaise.	1836-41
Hotham, Richard Phillip, commissaire des douanes.	1836-41
Macdonell, Donald.	1841-4
Stewart, Neil, marchand.	1844-7
Johnson, Thomas Hall, marchand à L'Original, <i>etc.</i>	1848-54
McCann, Henry Wellesly, agent des terres de la couronne.	1854-63
Higginson, Thomas, marchand.	1863-7

Russell

Fit partie de Stormont 1792-1800

French, Jeremiah.	1792-6
Gray, Robert-Isaac-Day, procureur général.	1796-1800

Russell et Stormont

Gray, Robert-Isaac-Day, juge.	1800 (noyé accidentellement en 1804)
Boulton, D'Arcy, avocat, procureur général.	1805-1808
Brownell, John.	1808-0 (décédé)

Marsh, Abraham.	1810-2
Beikie, John, fonctionnaire à Toronto.	1812-6
Vankoughnet, Philip, lieut.-col. dans la milice et comd ^t . d'un bataillon de Volontaires en 1837-8.	1816-20

Russell réuni à *Prescott* de 1820 à 1834
Russell (seul)

McKay, Thomas, entrepreneur, industriel, fondateur de New-Edinburgh.	1834-41
Draper, William-Henry, premier ministre.	1841-3
Stewart, William, marchand d'Ottawa.	1843-4
Petrie, Archibald, marchand.	1844-7
Lyon-Fellowes, George-Byron, avocat.	1848-59
Loux, J. W., marchand d'Ottawa.	1859-61
Bell, Robert, imprimeur.	1861-7

Carleton
(N'a pas de représentants de 1800 à 1820)

Morris, William, marchand à Perth.	1820-4
Burke, George Thew, officier à demi-solde, Carleton Place.	1824-8
Radenhurst, Thomas, avocat.	1828-30
Lewis, John-Bower, avocat d'Ottawa.	1830-4
Pinhey, Hamnett, marchand.	1830-2
Lyon, George, officier à demi-solde.	1833-4
Malloch, Edward, marchand.	1834-41
Lewis, John-Bower, avocat.	1834-41
Johnston, James, journaliste.	1841-7
Lyon, George, même que ci-haut.	1846-7
Malloch, Edward, marchand.	1848-51
Powell, William-Frederick, imprimeur, puis shérif de Carleton.	1854-67

Bytown

Fondée le 26 septembre 1826 par le gouverneur général lord Dalhousie, Bytown fut incorporée en ville en 1871, mais elle avait depuis 1841 droit d'élire un député à la législature.

Derbishire, Stewart, imprimeur du roi.	1841-4
Stewart, William, marchand d'Ottawa.	1844-7
Scott, John, avocat d'Ottawa.	1848-51
McLachlin, Daniel, industriel à Ottawa puis à Renfrew.	1851-4
Yielding, Agar, boucher, Ottawa.	1854-7
Scott, Richard-William, avocat, Ottawa.	1857-63
Currier, Joseph-Merrill, industriel d'Ottawa.	1863-7

Renfrew

Hincks, l'honorable Francis.	1854-6
Supple, John, commerçant de bois.	1856-8
McDougall, John-Lorn, marchand.	1858
Cayley, l'honorable W., marchand.	1858-61
McLachlin, Daniel, industriel.	1861-3
McIntyre, Robert, marchand de Renfrew.	1863-7

Charles Larocque dit Rocbrune (1785?-1849)

On a beaucoup parlé, beaucoup écrit, pour glorifier les ancêtres qui vinrent planter ici le drapeau de la France. On a vanté leur courage, leurs vertus, leurs mérites.

On a rendu hommage à ceux qui ont si longtemps, si héroïquement lutté contre l'Iroquois, contre l'Anglais.

On a porté aux nues ceux qui se sont battus dans l'arène politique et parlementaire pour défendre la religion, la langue, les droits de nos compatriotes. Tout cela est beau, est digne de notre admiration.

Mais il est une autre classe de nos gens qui, s'ils n'ont pas été complètement oubliés, ont du moins été laissés dans l'ombre, sont restés méconnus.

Les noms de Jacques Cartier, Champlain, Frontenac, Montcalm Lévis, Bédard, Papineau, LaFontaine, Cartier, et d'une demi-douzaine d'autres chefs de file sont célèbres et honorés. Mais qui connaît Jean-Baptiste Féré, François Bellet, Joseph Ethier, Jean-Baptiste Lefebvre, Charles Larocque, et autres députés, cultivateurs,

marchands, industriels, tous travailleurs infatigables qui, tout en gagnant péniblement leur pain quotidien, ont voulu aider à leurs compatriotes en les représentant dans l'Assemblée législative? Ces gens dévoués nous touchent de plus près; ils devraient nous intéresser. D'autant plus qu'il y a, toute mesure gardée, des héros parmi ces hommes de la vie pratique qui servaient leurs concitoyens sans émoluments, sans indemnité pour leurs frais de voyage, pour leur pension à Québec durant les sessions du parlement, non plus que pour les pertes occasionnées par leurs absences prolongées du foyer domestique.

Ces hommes abondent dans l'histoire politique de la vallée de l'Ottawa, comme, du reste, des autres parties de la province.

Héros? des députés? . . . me dira-t-on. Ne prodiguez-vous pas cette appellation ? - Nous savons qu'il n'y a pas de héros pour son valet. Beaucoup de Canadiens ne sont-ils pas, à ce point de vue, un peu valets? Parlez-leur de Français, d'Anglais, d'Américains, à la bonne heure! Mais les Canadiens! C'est des habitants, c'est du bon monde, diront-ils, mais des héros! . . . et ils lèvent les épaules en souriant. Curieuse mentalité! Sont-ils jaloux ou simplement terre-à-terre? Ils peuvent lever les épaules, mais non les yeux, non leur regard. . . . Ils semblent ignorer qu'il y a des degrés dans l'héroïsme. Sous des apparences trompeuses se cachent souvent des dévouements ignorés, des immolations. Nul n'est prophète en son pays.

Mais passons à l'ordre du jour, comme on dit en langage parlementaire.

* * * * *

Charles Larocque-Rocbrune, "l'un des hommes les plus remarquables que la province ait produits", au dire de l'historien Sellar, était un de ces humbles héros qu'il convient de sortir de l'ombre et de mettre en relief.

Il était le fils de Charles Larocque, de Sainte-Geneviève, île de Montréal, et de Geneviève McDonell, mariés à Saint-Martin, le 5 février 1781. La mariée n'aurait eu que treize ans, si on en croit *La Minerve* du 30 mars 1837 qui annonçait son décès et la disait âgée de soixante et neuf ans.

Le contrat de mariage fut passé pardevant le notaire Augustin Chatellier le 20 janvier 1781. Ce contrat est intéressant, en voici un extrait: il montre que ce notaire en prenait à son aise avec l'orthographe des noms. Et la ponctuation? Elle brille par son absence! Ce notaire avait pourtant étudié au collège de Montréal!

Par devant le notaire sous-signé furent présents, Charles Larocq fils du sieur François Larocq et de Marie-Jeanne Pilon d'une part Et demoiselle Geneviève Magdeleine fille de feu sieur Daniel Magdeleine et de dame Geneviève Rancourt de son consentement d'autre part Lesquelles parties en présence de leurs parents et amis ici assemblés ont

fait les conventions et accords qui suivent . . . savoir de la part du futur époux son père stipulant pour lui⁽¹¹⁾ Nicholas Belant son ami Et de la part de la future épouse; sieur François Frérot son beau-père, sieur Etienne Rancourt, Jacques Beusant et Josephte Beland son épouse ses oncles et tante. . . .

Le future époux le sieur Belant et autres ne sachant signer ont fait leur marque ordinaire. La future épouse, son beau-père, sa nièce et autres parents ont signé avec nous, lecture faite.

La future épouse signa d'une bonne écriture Geneviève McDonell.

Nous avons dit que le notaire Chatellier prenait des libertés avec les noms des personnes. Mais que penser du curé de Saint-Martin qui oublie d'insérer dans l'acte de mariage les noms des mariés? C'est là une assez singulière omission, on en conviendra. Cependant ces noms apparaissent dans la marge du registre; celui de l'épouse est indiqué comme étant Geneviève Magdeleine!

Voici un résumé de cet acte.

À St-Martin le 5 fevrier 1781, après la publication d'un seul ban à la messe solennelle de notre paroisse et dispense obtenue des deux autres comme il nous est paru par la dispense de Messire Montgolfier, vicaire général, semblable publication faite à la P^{te} Claire et à Ste-Geneviève, comme les certificats de Messieurs Sartilon et Besson, curés des dites paroisses en font foi je, prêtre sous-signé ayant leur consentement mutuel de mariage leur ai donné la bénédiction nuptiale avec les cérémonies prescrites par la sainte Église en présence de François Rockbrune, père de l'époux et d'Antoine Pilon son oncle et de Pierre Lefebvre son ami, de François Frérot beau-père de l'épouse, et de Jacques Beusang son oncle, et de plusieurs autres.

On remarquera aussi que le titre de messire est donné au grand vicaire tandis que celui de monsieur semble assez bon pour de simples curés de campagne! Question de grades?

* * * * *

Geneviève McDonell décéda subitement à Rigaud, le 23 mars 1837, âgée de soixante et neuf ans. Son mari l'avait précédée au tombeau. "Madame Larocque était native de Québec et résidait à Rigaud depuis quinze ans. Très estimée de ceux qui l'ont connue, elle laisse de nombreux parents et amis pour pleurer sa perte."⁽¹²⁾

M. Charles Larocque dit Rocbrune représenta le comté de Vaudreuil à l'Assemblée législative du Bas-Canada, du 18 février 1833 au 27 mars 1838. Il remplaçait le docteur Alexis Demers, décédé. Larocque fut d'abord cultivateur à Sainte-Geneviève. On le trouve à cet endroit en 1812. Il alla plus tard habiter Rigaud où il devint marchand en 1822.

Le 31 mars 1836, les habitants de Sainte-Madeleine de Rigaud demandaient la création d'une cour des petites causes dans cette paroisse et ils soumettaient à Son Excellence les noms de M.M. Charles Larocque, Donald McMillan, Jean-Baptiste Mongenais, et A.C. Cholette comme dignes d'être commissaires. MM. McMillan et Cholette furent nommés.

Charles Larocque mourut à Saint-Raphaël, comté de Glengarry et y fut inhumé le 10 novembre 1849.

Il avait épousé en premières noces, à Sainte-Geneviève, île de Montréal, le 7 février 1806, Marie, fille de Pierre Lefebvre, forgeron, et de Marguerite Cholet. Elle mourut du choléra, à Rigaud, le 22 juillet 1832, âgée de quarante-neuf ans.

De ce mariage sont nés au moins quatre enfants:

1°--Charles, baptisé à Sainte-Geneviève le 21 août 1807. Dans l'acte de baptême le père est dit *voyageur*. Il passa, en effet, un certain nombre d'années au Nord-Ouest à faire la traite des fourrures. Charles Larocque fils épousa Adélaïde Leclair. Il décéda probablement à Plantagenet, comté de Prescott, Ontario. Leur contrat de mariage avait été passé devant le notaire J. A. Berthelot, le 6 septembre 1825.

2°--Louis-Isaac, né à Sainte-Geneviève le 9 décembre 1810. Dans l'acte de baptême, le père est désigné comme *Journalier*. Louis-Isaac épousa, en février 1841, Henriette de Rouville, de Saint-Hilaire. De cette union naquit, à Beloeil, en septembre 1842, un fils nommé Hertel. Henriette de Rouville décéda à Beloeil chez son beaufrère le docteur Brousseau, le 5 février 1865 âgée de quarante-deux ans. Son mari mourut à Plantagenet chez son neveu Charles Larocque (fils de Charles et d'Adélaïde Leclair) le 1^{er} février 1867, âgé de cinquante-six ans. L'inhumation eut lieu à Beloeil le 6 du même mois.

3°--Julie, née à Kinburn, H. C. le 9 avril 1813, baptisée à Rigaud le 6 octobre suivant. Elle épousa, à Rigaud, le 25 octobre 1830, le docteur Jean-Marie-Isidore Berthelot, fils de Charles-Alexis Berthelot et de Charlotte-Adélaïde Pezard de Champlain. Le docteur Berthelot décéda à Rigaud le 8 mars 1841 et fut inhumé à Sainte-Geneviève le 11. Il était âgé de trente-six ans. La veuve se remaria avec le docteur Pierre-T. Leduc.

4°--Barnabé, né à Rigaud le 21 juillet 1823, marié à Marie-Julie Beauchemin. Il était médecin. Il fut inhumé à Montréal le 11 janvier 1893.

En secondes noces, notre député épousa, à Rigaud le 24 avril 1833, Julie (née à Montréal le 25 juin 1802), fille de Jean-Baptiste Fournier et de Marguerite Racicot, et veuve du notaire Charles Nolin. Elle fut inhumée à Valleyfield le 9 février 1884.

De ce second mariage de Charles Larocque sont issus sept enfants:

1°--Marie-Geneviève-Clorinde, née à Rigaud, le 8 avril 1834 et décédée le 2 août 1900.

2°--Charles-Timoléon, né au même endroit, le 11 mai 1835, mourut à Syracuse, N.Y., le 8 juillet 1863.

3°--Jean-Baptiste-Roch, né à Rigaud le 14 mars 1837 épousa, à l'église de Saint-Raphaël, comté de Glengarry, Ontario, en février 1855 une demoiselle McDonell.

4°--Marie-Julie-Zélie, née à Rigaud, le 22 juillet 1838, épousa à l'église de Saint Raphaël, en novembre 1856, Charles Leclair, marchand de Lancaster, comté de Glengarry. M. Leclair mourut à cet endroit le 20 décembre 1863, âgé de trente ans. En octobre 1869, sa veuve convola avec le docteur Charles Boire, de Chicago.

5°--Barnabé-Adélarde, né à Rigaud le 11 mars 1840, alla demeurer à la Prairie-du Chien, vieil établissement canadien dans le Wisconsin, où il épousa, en 1864, une demoiselle Leclair. Ils allèrent ensuite résider à Chicago.

6°--Darcino, né à Saint-Louis de Gonzague, comté de Beauharnois, le 10 septembre 1842 épousa en janvier 1868, à Valleyfield, Azilda Sauvé.

7°--Un garçon né à Saint-Louis de Gonzague en 1843, mourut deux mois après.

Charles Larocque fut le principal fondateur de la paroisse de Saint Louis de Gonzague qui porta d'abord le nom de Larocqueville.

Des Canadiens, dit M. Robert Sellar,⁽¹³⁾ remontant la rivière Saint-Louis, s'établirent sur ses bords, mais ce ne fut que vers 1834 que la première maison fut construite sur le site du village actuel de Saint-Louis de Gonzague. Cette maison était un petit magasin situé au coin sud-ouest du chemin de la quatrième concession, et il appartenait à Charles Larocque, à plusieurs points de vue, l'un des hommes les plus remarquables que la province ait produits. Sa mère était une Écossaise des Highlands,⁽¹⁴⁾ et il réunissait en lui les meilleures qualités des deux races. Après avoir passé quelques années au Nord-Ouest, il revint au pays natal, se mit dans les affaires, ouvrit des magasins à différents endroits et s'occupa de la coupe de bois de construction et d'entreprises diverses. Sans aucune instruction, il devait se fier à sa prodigieuse mémoire pour tenir compte de ses transactions, et elle ne lui faisait que rarement défaut, même quant aux plus petits détails. Il plaça son magasin de Saint-Louis entre les mains de son neveu, Isidore Larocque, qui ouvrit plus tard la première auberge à Valleyfield. Quand, en 1835, Gilbert Cook et ses frères, natifs de Comtyre, acquirent des terrains à Saint-Louis, la maison de Larocque était encore la seule qui existait en cet endroit.

Un voisin, M. Symon, trouvant en Charles Larocque, un esprit sympathique, devint un de ses intimes et il proposa à Larocque de s'associer avec lui. Symon quitta sa terre et vint demeurer à Saint-Louis vers 1841 lorsqu'il n'y avait encore que deux ou trois maisons. C'est peu après cette date que Larocque vint s'y fixer. Au recensement de 1842, il est encore marchand à Rigaud.

Une scierie construite par Larocque et Symon, sur la rivière Saint-Louis, fut un stimulant pour l'industrie forestière et attira plusieurs canadiens, journaliers et commerçants, qui se bâtirent des maisons près du moulin. L'endroit commença à prendre l'apparence d'un village auquel on donna le nom de Rocqueville. La population augmentant, le besoin d'une église se fit bientôt sentir et Larocque offrit les vitres, les clous et les bardeaux nécessaires à la construction d'une église en bois, vers

1846. Un prêtre de grande vertu, l'abbé Saya,⁽¹⁵⁾ fut le second curé résident de la nouvelle paroisse.

Malgré ce que dit M. Sellar du manque d'instruction de Charles Larocque, celui-ci, doué d'un grand bon sens, avait acquis au cours de ses voyages et dans le commerce, des connaissances variées qui lui permettaient de tirer son épingle du jeu. Il n'était pas aussi ignorant qu'on a voulu le faire croire. Il savait signer. Sa signature apparaît au bas d'une lettre du 31 mars 1836, dans laquelle il se dit prêt à accepter le poste de commissaire des petites causes à Rigaud.

Le 4 mai 1807, Marie Lefebvre, première femme de Charles Larocque, faisait son testament pardevant le notaire Louis Thibodeau. Le 25 septembre 1830, par acte passé devant le notaire Baret, elle ajoutait un codicile à son testament. Le même jour, devant le même notaire, Charles Larocque ajoutait lui aussi un codicile au sien.

Charles Larocque fit un autre testament le 20 avril 1838 par devant le notaire J O. Bastien père, pour disposer des propriétés qu'il possédait dans le canton de Lancaster, comté de Glengarry. Cinq jours plus tard, il faisait un autre testament devant le même notaire.

Notre député avait un frère et une soeur.

François-Xavier, généralement connu sous le nom de Bostonais, fut baptisé à Saint-Geneviève le 22 mai 1782. Il épousa une demoiselle Cousineau et fut inhumé à Rigaud le 11 septembre 1866.

Geneviève, baptisée à la Pointe-Claire le 7 mai 1783, épousa Michel Demers, menuisier, le 28 janvier 1805 à Ste-Geneviève. Ils vécurent longtemps à Rigaud. Le contrat de mariage fut fait par devant Louis Thibodeau, notaire, le 23 janvier 1805.⁽¹⁶⁾

1. L'Outaouais Supérieur.

2. Voir *The Ottawa Country*, dans le 15^e volume des *Journaux de l'Assemblée législative du Canada*, appendice no. 25, 1846.

3. Pour les limites de ces comtés de la rive nord, nous renvoyons ceux que cela intéresse, au *Guide Parlementaire* de M. Joseph Desjardins.

4. *Gazette de Québec*, 4 août 1768.

5. M. Mure était alors en Angleterre et c'est à lui que lord Bathurst remit le *mandamus* qui appelait l'évêque au Conseil. M. Mure s'empressa de transmettre le précieux document à Mgr Plessis avec une lettre de félicitations très chaleureuses (20 octobre 1817). (*Bulletin des recherches historiques*, 1935, p. 64).

6. Voir aussi Tanguay, *Dictionnaire généalogique*, vol. IV, p.48.

7. Cette dame Mure était la fille de John Forbes et de Mary-Ann (Nancy) McDonnell. Elle était la dernière survivante de sa famille.

8. Probablement la traduction littérale de "no better man ever stood in shoe-leather".

9. Archives Publiques du Canada, *Série S*, vol. 94, p. 158.

10. Je dois un bon nombre des renseignements qui précèdent à l'amabilité de Son Excellence, Mgr Guillaume Forbes, qui a recueilli beaucoup de notes sur sa famille. Je lui offre ici mes très vifs remerciements.

11. Le marié était-il mineur?

12. *La Minerve*, 30 mars 1837.

13. *History of Huntingdon, Châteauguay and Beauharnois..*

14. Ceci n'est pas tout-à-fait exact; elle était née à Québec, mais elle descendait de Highlanders.

15. Séguin, Joseph-Clément, fut curé en 1853-4. Il avait remplacé l'abbé P. Burke.

16. Nous sommes redevable à M. J. Albani Quesnel, de Rigaud, de la plus grande partie des renseignements contenus dans cette notice biographique. Nous le prions d'accepter, ici, nos remerciements réitérés pour son amabilité.